

pose, dans six provinces, le problème de constituer le gouvernement et, dans deux autres, celui de coopérer à un gouvernement de coalition.

Le Congrès de Faizburg a condamné, il est vrai, la nouvelle constitution — imposée au pays contre la volonté déclarée du peuple indien — et il a stigmatisé toute collaboration sur la base de cette constitution comme une trahison. Mais, depuis le succès électoral de février, la bourgeoisie hindoue finira par trouver le compromis qui sera dû à Nehru, chef de la gauche — et peut être, demain, d'un front populaire (1).

Car, malgré constitution et autonomie, l'Inde reste une colonie type. La domination britannique s'y est incrustée au travers d'un système social des plus arriérés, à caractère non seulement féodal, mais de castes et même de servage. L'industrialisation de l'Inde est entièrement dépendante du capital financier anglais (plus de 72 p.c. des sociétés anonymes hindous sont aux mains britanniques), 15 p.c. des capitaux anglais exportés sont dirigés vers les Indes. Cet-

(1) Peu de temps après la composition de cet article, le Comité Exécutif du Congrès s'est prononcé sur l'attitude à prendre dans les provinces où les nationalistes avaient obtenu la majorité des sièges. L'aile droite était pour la prise immédiate du pouvoir, tandis que la « gauche » — par la bouche de Gandhi — décida de répondre aux gouverneurs de ces provinces que le Parti nationaliste était disposé à former le gouvernement à condition que les gouverneurs s'engagent à ne pas faire usage des droits spéciaux leur conférés par la Constitution. Cette condition avait été repoussée lorsque, le 1er avril, on passa à la constitution du gouvernement des onze provinces, dans les six où les nationalistes avaient la majorité, se constituèrent des gouvernements de minorité. Mais, selon la loi, le Ministère provincial peut exercer le pouvoir pendant six mois avant de convoquer le Parlement local, ce qui constitue, évidemment, un répit qui permettra de trouver un compromis. Une nouvelle réunion du Comité Exécutif du Congrès a été, en effet, convoquée pour examiner la situation nouvelle créée par cette rupture des pourparlers.

te liaison au capital de la Métropole a plus de valeur que toute velléité d'indépendance de la bourgeoisie nationale. On peut estimer que, sur plus de 150 millions de livres, le tribut annuel que l'Inde verse à l'Angleterre, 100 millions sont le produit du capital anglais placé aux Indes. L'Angleterre tire de cette seule colonie trois fois plus que le capital français de tous ses placements étrangers calculés à 6 milliards de francs. Dans la mesure où le capital hindou participe aux entreprises, il ne peut tirer ses ressources que du capital usuraire, c'est-à-dire de l'expropriation des masses paysannes.

L'Inde reste un pays essentiellement agricole : sur 340 millions d'habitants, 310 millions vivent dans les villages. La terre appartient autant à des propriétaires (zamindars) — généralement des gros (2), qui la donnent à ferme, qu'à des paysans agriculteurs (ryots) qui la cultivent ordinairement eux-mêmes (3). La terre est très morcelée (les lots individuels ne dépassent pas, en moyenne, un acre par tête ou cinq acres par famille de cultivateurs et est de faible rendement. L'affermage des terres permet aux propriétaires de prélever, en moyenne, 60 p.c. du produit net de la terre, allant jusqu'aux 7/8 lorsqu'ils fournissent l'outillage. Si on fait intervenir les impôts écrasants, la baisse des prix des produits coloniaux due à la crise mondiale, on comprend que des millions d'acres de terre passent des mains de la paysannerie appauvrie dans celles des propriétaires fonciers et des usuriers. Le fléau de l'usure a beau jeu : dans le Pendjab, 80 pour cent des familles sont endettées, on a pu écrire du paysan des Indes qu'il naît, vit et meurt endetté et qu'il lègue ses dettes à ses enfants.

Le progrès de l'endettement et de l'ex-

(2) « Zamindar » signifie aujourd'hui aux Indes, « propriétaire », mais non pas nécessairement « grand propriétaire ». Si au Bengale, où domine la grande propriété, il est synonyme de « grand propriétaire foncier » dans le Pendjab, au contraire, il a souvent une signification diamétralement opposée.

(3) D'après une récente statistique : grands propriétaires, 3,2 millions ; agriculteurs-propriétaires, 27 millions ; fermiers, 34 millions ; agriculteurs-journaliers, 31 millions.

propriation explique les formidables vagues d'agitation qui se sont manifestées dans les différentes régions de l'Inde : en Birmanie, à Bérar, Cachemire, Alwar et en Bengalie.

De plus, les terres arrachées aux paysans sont affectées aux cultures industrielles : coton, thé, jute, opium. De ce fait, les produits de culture alimentaire : céréales (toujours insuffisants), finissent par manquer et les famines et épidémies se généralisent de plus en plus.

D'après les données officielles, on a enregistré, en 21 ans, 26 millions de morts de faim : à cela il faut ajouter les millions de victimes annuelles des épidémies — la peste est aux Indes « comme chez elle » — et, enfin, il ne faut pas oublier les dizaines de milliers de paysans victimes chaque année des tigres et des serpents.

Ce ne sera certainement pas le mouvement nationaliste des Gandhi et des Nehru qui fera, aux Indes, la Révolution agraire : ce ne pourra être que l'œuvre de la seule classe révolutionnaire : le prolétariat.

À ce point de vue, si le prolétariat industriel aux Indes est très faible proportionnellement à la population totale, son potentiel révolutionnaire acquiert, d'autant plus de force du fait que, tout comme en Russie avant octobre, il se trouve groupé dans l'industrie centralisée ; plus des 3/4 des salariés sont employés dans les entreprises de plus de 400 ouvriers. D'autre part, le capital bancaire se trouvant concentré — dans le foncier, comme dans l'industrie et le commerce — entre les mains de la grande bourgeoisie, ce qui réduit les possibilités de manœuvre de la petite bourgeoisie, porte-bannière attirée de tout mouvement nationaliste. Malheureusement, l'Internationale Communiste, là comme ailleurs, n'a pas su profiter de conditions objectives favorables pour le déclenchement du mouvement révolutionnaire.

Au début de son existence, trois Indous, avec leurs femmes anglaises, ont constitué, en Russie, le parti communis-

te de l'Inde (1921). Ils étaient trois et en désaccord. L'un, Acharia, fut éliminé comme syndicaliste ; puis ce fut le tour de Mukerji ; de ce fait, le troisième : Roy, resta seul à mener la politique « d'alliance démocratique révolutionnaire », qui aboutit à la création de « partis ouvriers et paysans ».

En Chine, l'existence du Parti communiste obligea le centrisme à le livrer au Kuomintang et à ses bourreaux ; aux Indes, on simplifia l'opération en évitant de créer un Parti communiste et en incorporant les petits noyaux de communistes dans ces partis ouvriers et paysans dirigés par la bourgeoisie nationaliste, traître aux Indes comme en Chine. Roy, fut, comme on sait, exclu à son tour de l'I. C. comme droitier et opportuniste.

La dernière grande vague de grèves de 1928-32 avait donné naissance à des organisations syndicales dont l'influence aurait pu orienter vers la gauche — et ce, malgré les chefs nationalistes — les partis ouvriers et paysans. Il suffit de rappeler la grande grève de Bombay, en 1928, pour prouver l'esprit de lutte des ouvriers du textile. Ce fut alors que le gouvernement passa, en mars 1929, à l'arrestation des militants les plus en vue de ce mouvement ouvrier et qui furent condamnés, au procès de Meerut, à des fortes condamnations.

Depuis ce temps, l'I. C. ne s'est plus préoccupée de « vivifier » ces partis ouvriers qui s'étaient disloqués suite à l'arrestation de leurs militants. D'autre part, le Congrès, en 1934 a constitué un parti socialiste placé directement sous son influence. Il est vrai que l'I. C., dans ces derniers temps, a annoncé la fondation d'un parti communiste de l'Inde — on l'a même admis au 7e Congrès — mais pour celui-ci (comme pour beaucoup d'autres P. C.), reste à savoir si « l'illégalité » ne couvre pas, en réalité, une inactivité — sinon l'inexistence — de cette organisation. Et pourtant, les Indes peuvent représenter le « talon d'Achille » du gigantesque Empire britannique, le plus puissant rempart de la domination capitaliste dans le monde entier.

Gatto MAMMONE.